

heureusement, l'éditeur a, selon une mauvaise habitude, rejeté toutes les annexes sur des microfiches qui accompagnent le livre, rendant ainsi bien peu commode l'accès à une documentation qui pourrait parfois être utilement analysée par d'autres chercheurs.

Marie-Jeanne TRITS-DIEUAIDE

**Edward MILLER** dir., *The Agrarian History of England and Wales*, volume III, 1348-1500, Cambridge, Cambridge University Press, 1991, XXV-982 p., bibl., index, tabl., 24 planches hors-texte.

Commencée en 1967, il y a maintenant vingt-cinq ans, l'Histoire agraire de l'Angleterre est certainement la plus ambitieuse des publications du même genre qui ont été entreprises en Europe occidentale. C'est en tous cas la plus massive. Il y a les livres qu'on lit et ceux que l'on consulte : celui-ci n'entre ni dans l'une ni dans l'autre catégorie. Sa masse décourage les lecteurs les plus boulimiques, j'en ai fait moi-même la rude expérience. Mais son plan n'est pas davantage favorable à la consultation, malgré un index de cinquante pages en petits caractères. Il y manque par exemple un glossaire, qui épargnerait au lecteur de longues et douteuses recherches dans les dictionnaires<sup>1</sup>. Il y manque surtout une thématique nettement dessinée. Le lecteur est confronté à de longues énumérations descriptives, où les « faits » succèdent aux faits suivant un ordre à la fois vague et arbitraire, sans que rien n'émerge qui soit de nature à retenir son attention.

L'ouvrage comprend neuf chapitres d'inégale importance. Le premier, plutôt bref, est une présentation générale de la démographie de la période et des adaptations économiques en rapport avec elle. Le chapitre 2 traite de l'occupation du sol, le chapitre 3 des pratiques et tech-

niques de production ; ces deux chapitres sont chacun divisés en dix sections correspondant aux dix principales divisions géographiques du pays (Comtés frontaliers du Nord, Yorkshire et Lancashire, Comtés de l'Est, Midlands de l'Est, Midlands de l'Ouest, Pays de Galles et ses marches, « Home Counties », Kent et Sussex, Comtés du Sud, Cornouailles et Devon). Les chapitres 4, 5 et 6 sont consacrés à la commercialisation des produits agricoles, aux prix et aux salaires, et à la seigneurie foncière. Le chapitre 7 est, lui aussi, subdivisé en dix sections régionales et porte sur les régimes fonciers. Le chapitre 8 traite des soulèvements et révoltes paysannes, le chapitre 9 des bâtiments ruraux.

Ce dernier chapitre est assurément un des plus agréables à lire. C'est le seul à être convenablement illustré (les trois quarts des illustrations du texte et la totalité des planches intéressent ce chapitre). Mais il est manifeste qu'il représente un ajout, sans relation avec le reste du livre. Les bâtiments, depuis les maisons nobles et seigneuriales jusqu'aux installations industrielles en passant par les maisons paysannes et les bâtiments d'exploitation, sont décrits d'un point de vue purement architectural, sans que ni les techniques de construction, ni les fonctionnalités exactes des bâtiments eux-mêmes, ne fassent l'objet de plus que de quelques remarques générales ou allusives. Tel quel, ce chapitre n'apporte rien à la compréhension des économies agraires présentées dans le livre ; s'il en allait autrement, d'ailleurs, on ne l'aurait certainement pas rejeté à la fin du volume.

C'est le chapitre 3, « Farming Practice and Techniques », que j'ai lu avec le plus d'attention. Mais comment dissimuler ma déception ? Il n'est qu'à peine question de pratiques et de techniques agricoles dans ces 149 pages de texte serré sans aucune illustration. De quoi est-il question en effet ? De l'utilisation des terres (cultures, pâtures, landes...), des plantes

## COMPTES RENDUS

cultivées (froment, orge, avoine, etc.), des rotations, des assolements et des rendements ; des animaux d'élevage et de leurs utilisations (travail, viande, lait, toisons). Tout cela est fondamental et plein d'intérêt, mais ne concerne que les moyens et les résultats de l'activité des agriculteurs, pas cette activité elle-même, sur laquelle nous n'apprenons quasiment rien. Labours, semis, sarclages, récolte, battage, etc., c'est à peine s'il nous est dit que ces opérations ont lieu — ce que nous savions déjà, bien sûr — mais rien ou presque ne nous est dit sur le comment, le quand, le qui. Pas un mot sur la moisson, la fenaison, les battages. Et guère plus de trois pages, en cumulant tous les passages où il y est fait allusion, sur les labours et les charrues ; encore sur ces trois pages, deux et demie concernent-elles deux régions seulement, l'Est et le pays de Galles. Sur les outils et les pratiques, aucune illustration, comme si la période n'avait produit aucune iconographie (l'iconographie est une des grandes absences de ce volume, sans qu'aucune explication n'en soit donnée). Ici se vérifie une fois de plus cette loi non écrite qui veut que l'histoire agraire traditionnelle parle de tout ce qui concerne l'agriculture, sauf de l'agriculture elle-même. Pourtant l'ignorance des pratiques n'est pas sans conséquences.

Rien n'a davantage fasciné les historiens agraires que la question des rendements, par exemple. Or ici la problématique n'a pas progressé depuis les travaux de Slicher Van Bath, publiés en 1963, et ceux de Titow en 1972. Je passe sur la signification économique des rendements, qui est à elle seule tout un problème. Mais d'un point de vue strictement comptable, l'habitude historique de reproduire, même en les assortissant de longs commentaires, les rendements exprimés à la façon ancienne, soit en unités traditionnelles (ici, des boisseaux par acre), soit en multiples de la semence (3,2 pour 1, etc.), est une véritable catastrophe. S'agissant de rendements à la

surface, il faudrait s'imposer de ne faire état que de rendements convertis en unités modernes, hectolitres ou quinaux par hectare, ou à la rigueur boisseaux par acre actuel (mais alors en précisant s'il s'agit des unités officielles anglaises ou américaines, qui sont différentes). Outre que cette conversion faciliterait grandement la tâche du lecteur, y procéder est la seule manière effective de vérifier qu'elle est possible, c'est-à-dire qu'il ne reste pas d'incertitude dirimante sur la contenance des unités traditionnelles. Il y eut des changements de boisseaux aux XIV<sup>e</sup> et XV<sup>e</sup> siècles, les auteurs le signalent. Mais c'est à eux, non aux lecteurs, de faire les corrections nécessaires.

Les rendements à la semence, s'ils permettent en apparence de court-circuiter le problème des unités, en posent de plus redoutables encore. Si on veut les utiliser comme indice de l'abondance des récoltes, il faut pouvoir les convertir en rendements à la surface, c'est-à-dire qu'il faut connaître avec certitude, dans chaque cas, la densité de semis utilisée. On s'aperçoit souvent alors que des rendements à la semence bas, pourvu qu'ils ne soient pas trop bas — disons entre 3 et 5 pour 1 — correspondent à des densités de semis élevées auxquelles on a recours pour économiser la main-d'œuvre lorsque celle-ci est chère. Lorsqu'au contraire les rendements sont élevés, c'est souvent parce qu'on a choisi de semer clair, c'est-à-dire d'épargner la semence et de prodiguer la main-d'œuvre. Le rapport du prix des grains à celui du travail (sous quelque forme que l'un et l'autre s'expriment) est un déterminant essentiel de la densité des semis, et donc du rendement à la semence, mais c'est l'analyse technologique qui permet de le comprendre. Il est normal alors que, comme l'observe C.C. Dyer pour les Midlands de l'Ouest, les rendements paraissent baisser en période de déprise démographique. Ce n'est ni un paradoxe, ni le fait de travailleurs devenus moins consciencieux parce que le marché du

travail a tourné à leur avantage (ce reproche est, typiquement, celui que font toujours les propriétaires). C'est simplement parce que, le travail étant devenu plus cher et les semences meilleur marché, on modifie les pratiques de façon à épargner le premier en prodiguant (relativement) les secondes. Il n'y a là aucun recul technique ni économique, à moins qu'on ne veuille considérer comme tel tout changement en faveur du travail et au détriment de la rente dans le partage des revenus du sol.

Ces problèmes ne sont pas les seuls. Qu'en est-il des prélèvements en nature qui peuvent être faits sur les récoltes avant que celles-ci ne soient comptabilisées ? Il peut s'agir de la dîme comme l'observe D. P. A. Harvey pour les *Home Counties* ou du paiement en nature des moissonneurs comme l'observe Mavis Mate pour le Kent et le Sussex, voire des semences elles-mêmes lorsqu'elles sont conservées et battues à part et qu'on n'en achète pas à l'extérieur. Dans le pire des cas, c'est-à-dire lorsque toutes ces déductions (et d'autres peut-être) sont faites sans être comptabilisées, c'est à une erreur par défaut du simple au double qu'on s'expose. A quoi peuvent bien servir des chiffres de rendements pour lesquels il n'est pas dit si toutes ces vérifications ont été effectuées ?

Il est vrai que l'organisation même du volume interdisait pratiquement aux auteurs de s'essayer à une réflexion un tant soit peu générale. Sur un sujet important, les animaux de travail et les attelages, on dispose d'une excellente synthèse récente, celle de J. Langdon (*Horses, Oxen and Technological Innovation: the Use of Draught Animals in English Farming from 1066 to 1500*, Cambridge, 1986). On aurait pu s'attendre à ce que cette synthèse soit résumée à grands traits quelque part et éventuellement mise à jour ou critiquée. Eh bien non ! Les auteurs la citent à plusieurs reprises. Mais chacun d'eux respectant scrupuleusement le rôle de

tâcheron régional qui lui est imparti, se borne à dire quelque chose sur la proportion plus ou moins grande des bœufs et des chevaux dans les attelages de sa région. Si bien que le lecteur est efficacement maintenu dans l'ignorance des acquis réels de la recherche sur ce sujet.

Il y aurait bien d'autres exemples des effets désastreux de ce compartimentage de l'histoire. Je n'en citerai qu'un, concernant le seigle. L'histoire de cette céréale tard venue est obscure. Au début du Haut Moyen Age, elle est devenue dominante dans la majeure partie de l'Europe au nord des Alpes, avec toutefois une exception notable : les îles Britanniques. Que le seigle y soit présent avant l'arrivée des Anglo-Saxons ou qu'il y ait été apporté par eux, le fait est qu'il n'a jamais joué qu'un rôle mineur dans les agricultures britanniques. On le trouve ici ou là en proportion assez notable pendant la période qui nous occupe, mais il s'agit manifestement d'une céréale de substitution ou d'appoint, dont la présence ne change pas grand-chose à l'économie locale. Il y a toutefois une exception remarquable : la péninsule de Cornouailles. Là, le seigle et l'avoine sont les deux céréales principales, le premier pour le pain, la seconde pour la bière. Du point de vue de l'histoire des habitudes alimentaires, c'est une situation unique dans les îles Britanniques : les Anglais ont de tous temps méprisé le pain de seigle ; quant à la bière d'avoine, son goût arrivait parfois à faire vomir les étrangers à la région ! Comment une situation aussi exceptionnelle a-t-elle pu se créer ? Il semble futile de chercher du côté des facteurs du milieu physique — ni les sols ni les climats de la péninsule ne sont à ce point différents de ceux de la moitié ouest de la Grande-Bretagne — et encore plus invraisemblable d'invoquer on ne sait quelle tradition celtique. Du côté de l'innovation technique, par contre, les choses sont plus prometteuses. La région Devon-Cornouailles fut la première en

## COMPTES RENDUS

Grande-Bretagne, et peut-être en Europe, à développer des systèmes de culture alterne, c'est-à-dire faisant succéder régulièrement plusieurs années de céréales et plusieurs années d'herbe sur la même parcelle. Ces systèmes impliquaient un contrôle accru du pâturage : la région est probablement une des premières, sinon la première, à se doter d'un réseau de clôtures dès le XIII<sup>e</sup> siècle ; et une technique efficace de défrichement des herbages : ici, cette technique est l'écobuage, et c'est dans le Devon-Cornouailles qu'on en a les plus anciens témoignages. Or en sol acide, le seigle réussit particulièrement bien sur écobuage.

Toutes les pièces du puzzle ne sont pas en place, tant s'en faut. Il s'agit seulement d'une perspective de recherche qui paraît se dessiner. Ce qui est sûr, par contre, c'est que l'exemple du Devon-Cornouailles, parce qu'il est si particulier, présente un intérêt exceptionnel pour comprendre l'histoire des agricultures européennes entre le début de notre ère et la fin du Moyen Age. Or rien de tout cela n'apparaît dans la description étroitement locale à laquelle l'auteur a dû se limiter. Le seigle n'y apparaît que comme une particularité curieuse mais sans grand intérêt, un cas marginal qui, précisément parce qu'il est marginal, a plutôt moins d'importance que les autres dans le tableau général.

L'historiographie britannique nous a donné depuis longtemps tant d'exemples d'originalité, d'ingéniosité et d'inventivité que ce volume 3 de l'*Agrarian History of England and Wales* fait l'effet d'une véritable douche froide. Comment a-t-on pu en rester à une conception aussi étroite de l'histoire : une conception dont l'iconographie, la dialectologie et la philologie sont exclues, où l'ethno-

logie est ignorée, où la géographie historique, l'archéologie, etc., ne sont admises que du bout des lèvres, où finalement les seules questions considérées comme légitimes sont celles qui relèvent de l'histoire économique au sens le plus étroit, le plus idéologique du terme ?

Un atlas d'une centaine de planches bien conçues et brièvement commentées nous en aurait appris à l'évidence beaucoup plus, et beaucoup plus agréablement, que ce gros livre si peu digeste dans lequel on ne trouve, qu'une seule et unique carte ! (Elle fait partie de la contribution de H.S.A. Fox sur le Devon et la Cornouailles, à qui je dois rendre cette justice qu'elle m'a paru une des plus concrètes et des plus instructives).

François SIGAUT

1. Voici quelques-uns des termes qui m'ont fait regretter l'absence de glossaire, en excluant ceux qui ne sont là manifestement que pour leur pittoresque : *blandcorn*, *bullimong*, *drage* ou *dredge*, *frieze*, *gavelkind*, *hiche* ou *hechyng*, *hoggasters*, *inhoking*, *kebbs*, *mun-tin*, *murrain*, *quillet*, *riddings*, *riggs*, *shielings*, *socage*, *stirks*, *tallage*, *vaccarie*, *vill*. Il est évident que suivant sa spécialité, l'historien peut connaître déjà tel ou tel de ces termes ; *drage* ou *dredge*, par exemple, correspond à nos *dragées* ou *dravières*, bien que le sens ne soit peut-être pas exactement le même. Il en trouvera d'autres dans l'index, et en suivant systématiquement les renvois il arrivera peut-être à celui qui lui fournira une explication. Il en trouvera enfin quelques autres dans son dictionnaire, si celui-ci n'est pas trop strictement limité à l'anglais usuel. Mais toutes ces recherches n'aboutiront pas toujours, et il est étrange que des auteurs acceptent ainsi d'employer des termes dont ils savent bien que les lecteurs ne les connaissent pas. Ni l'éditeur scientifique ni les auteurs ne semblent imaginer que les mots, et leur étude par les méthodes de la philologie et de la dialectologie, puissent présenter un intérêt pour leur sujet.